



Eire Eco

Juillet 2020 – N°65

© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Estimations de croissance réelle annuelle du PIB – (Mise à jour) La crise économique résultant de la pandémie de coronavirus se traduira par l'entrée en récession de l'économie irlandaise en 2020. Selon les sources et les analyses, cette récession pourrait être comprise entre -1,6% et -17%.

Tableau récapitulatif des prévisions de croissance

Prévisions de croissance réelle du PIB pour 2020	Scénario hors crise sanitaire	Scénario central avec crise sanitaire	Scénario pessimiste avec crise sanitaire
Ministère des finances	+3,9%	-10,5%	-15,25%
Banque Centrale d'Irlande	+4,8%	-9%	-13,8%
ESRI	+4%	-12,4%	-17%
Commission Européenne	+3,6%	-8,5%	n/a
FMI	+3,4%	-6,8%	n/a
OCDE	+3,6%	-6,75%	-8,75%
<i>Davy Research</i>	+5,5%	-10%	n/a
EY	+3,4%	-7,3%	-13,1%
Moody's	+3,3%	-1,6%	n/a

N.B : lorsqu'un seul chiffre est présenté pour le scénario avec crise sanitaire, cela signifie que l'institution n'a pas estimé nécessaire de publier deux scénarios.

Source : SE de Dublin

Banque Centrale d'Irlande

Selon le dernier rapport trimestriel de la Banque Centrale d'Irlande (CBI), l'économie irlandaise pourrait connaître une contraction réelle du PIB de -9% en 2020, en l'absence d'une seconde vague de contaminations, avant un rebond de +5,7% en 2021. Tout comme le ministère des finances irlandais ou le think-tank l'ESRI (*Economic and Social Research Institute*) avant elle, la CBI se tourne ce trimestre vers des prévisions organisées autour de deux scénarios afin de rendre compte de l'incertitude liée à la crise sanitaire actuelle, ne permettant pas la publication d'indicateurs de croissance conventionnels. Le premier scénario se fonde sur une réouverture progressive de l'économie irlandaise sans seconde vague de contamination ; le second scénario, dit pessimiste, se fonde sur une résurgence du virus avant la fin de 2021 et des restrictions sanitaires aux conséquences économiques plus lourdes qu'envisagées dans le premier scénario. Dans le scénario pessimiste, le PIB pourrait se contracter de -13,8% en 2020, avant de connaître une croissance de +4,9% en 2021. Dans le cas du scénario optimiste, l'économie irlandaise ne retrouverait son niveau d'avant-crise qu'à la

Table 1: Scenario Summary Table

	Baseline				Severe		
	2019 ^e	2020 ^f	2021 ^f	2022 ^f	2020 ^f	2021 ^f	2022 ^f
UDD	3.2	-9.5	4.6	4.4	-12.3	2.7	4.5
Private Consumption	2.8	-10.1	3.9	4	-13.9	3	5
Government Consumption	5.6	8	-0.3	3.2	9.2	-0.3	2.3
Investment	94.1	-34.7	9	6.3	-44.4	3.3	6.1
Exports	11.1	-4.2	5	2.9	-5.5	4	3.1
Imports	35.6	-12.3	4.7	2.8	-14.3	2.2	2.2
GDP	5.5	-9	5.7	4.5	-13.8	4.9	5.4
Employment	2.9	-11.9	7.6	2.7	-14.4	5.9	4.1
Unemployment Rate (% of Labour Force)	4.9	14.5	9.2	7.3	16.6	12.4	9.4
HICP Inflation	0.9	0.1	0.3	1.3	-0.2	-0.5	1.2

Source: CBI Calculations.

Note: All Figures are percentage changes year-on-year unless otherwise specified)

fin de l'année 2022 et se maintiendrait ainsi en dessous de son niveau potentiel d'avant-crise pour les années 2021 et 2022.

Dans le scénario optimiste, la CBI envisage une baisse de la demande intérieure de -9,5% (contre -12,3% dans le second scénario). La CBI prévoit que le niveau d'emploi enregistrerait une diminution de -11,9% en 2020 (-14,4% dans le scénario pessimiste) alors que le taux de chômage s'établirait à 14,5% (contre 16,6% dans le scénario pessimiste). A ce stade, les secteurs ayant enregistré les pertes d'emploi les plus élevées comprennent le secteur de l'hébergement et de la restauration, le secteur de la vente de gros et de détail ainsi que le secteur de la construction. La consommation des ménages enregistrerait une chute de -10,1% (glissement annuel) en 2020 (contre -13,9% pour le scénario pessimiste). Les données collectées à ce stade indiquent une baisse substantielle de la consommation (chute de -40% des ventes de détail en avril 2020 en glissement annuel) et une hausse de l'épargne des ménages (+1,5Mds€ de dépôts à vue au mois de mai 2020 en glissement mensuel). De même les investissements nationaux seraient négativement affectés (-34,7% dans le scénario optimiste, -44,4% dans le second cas de figure) laissant pour seul stimulus la consommation des administrations publiques.

Concernant les exportations, les données récentes indiquent la résilience des exportations irlandaises (+5,9% en mars 2020, glissement annuel) principalement en raison de la présence des secteurs pharmaceutique et informatique en Irlande. Cependant, la CBI prévoit une baisse des exportations de -4,2% en 2020 dans le cas du scénario optimiste (contre -5,5% dans le cas du scénario pessimiste).

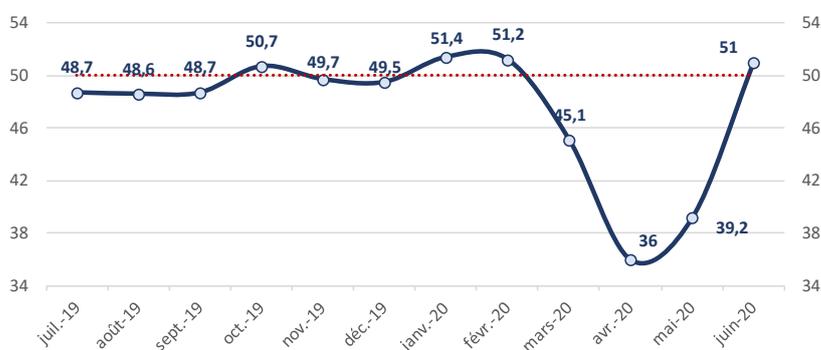
En matière de finances publiques, la CBI fournit un intervalle d'estimations concernant le déficit budgétaire de l'Irlande s'établissant de -10,4% à -7,6% du PIB (soit -17,6% à -12,8% du GNI* - revenu national brut modifié mesure alternative corrigée de l'activité des multinationales). L'intervalle d'estimations pour la dette publique en 2020 s'établit de 71% à 77% du PIB (soit de 120% à 130% du GNI*). Dans le cas du scénario optimiste, la CBI prévoit une baisse des recettes fiscales totales de -14% en 2020, soit -12,5Mds€ (contre -19,6% dans le scénario pessimiste et comparée à une hausse observée de +6% en 2019) et une augmentation des dépenses gouvernementales de +14%, soit +12Mds€ (contre +16,7% dans le scénario pessimiste et comparée à une hausse de +5,1% en 2019).

Enfin, concernant le marché de l'immobilier, la CBI estime à 15 000 le nombre de nouveaux logements construits en 2020 dans le scénario optimiste (contre 11 000 dans le scénario pessimiste). Pour mémoire, la CBI estimait à 34 000 le nombre de nouveaux logements par an nécessaires pour satisfaire la demande et le nombre de nouveaux logements s'établissait à 21 241 en 2019. Selon la CBI, l'incertitude actuelle ne permet pas de faire des prévisions en matière de prix de l'immobilier.

Activité économique – L'activité du secteur manufacturier irlandais renoue avec la croissance au mois de juin 2020. L'indice PMI manufacturier irlandais repasse en effet au-dessus de la barre symbolique des 50 et s'établit à 51 en juin 2020 contre 39,2 le mois précédent, soit une hausse de 11,8 points. Le PMI irlandais est supérieur aux PMI manufacturiers de la zone euro et du Royaume-Uni dont le score s'établit respectivement à 46,9 et à 50,1 pour le mois de juin 2020.

Indice PMI - secteur manufacturier

Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Selon les entreprises sondées, l'amélioration des conditions d'activité du secteur s'explique par la hausse des nouvelles commandes et de la production, allant de pair avec la réouverture progressive de l'économie irlandaise. Le PMI indiquant le développement ou la contraction du secteur, le rapport souligne que l'activité de ce dernier n'a en aucun cas retrouvé son niveau d'avant crise. Les entreprises continuent notamment de déstocker massivement, certaines opérant à un niveau inférieur à celui de leur pleine capacité. De même, les stocks d'intrants continuent de diminuer, à un taux cependant plus faible. Sur une note positive, les entreprises du secteur manufacturier irlandais montrent à nouveau un regain d'optimisme au mois de juin (le sous-indicateur reste cependant inférieur à la moyenne des huit dernières années).

Note : le PMI mesure l'évolution de l'activité d'un secteur à la lumière de l'activité observée le mois précédent. Ainsi, si le PMI manufacturier du mois de juin est en effet plus ou moins équivalent à celui des mois de janvier et février, cela ne signifie pas que l'activité manufacturière est revenue à son niveau d'avant-crise. C'est l'évolution de l'activité du secteur qui est en réalité similaire à celle observée en janvier et en février. L'activité du mois de juin demeure faible au regard de celle observée avant la crise sanitaire.

Le PMI des services enregistre une nouvelle hausse significative au mois de juin 2020 mais demeure sous la barre symbolique des 50, signalant ainsi une activité toujours en contraction pour le 3ème mois consécutif. Il s'établit à 39,7, en augmentation de +16,3 points par rapport au mois de mai 2020 (23,4). Pour mémoire, au pire de la crise financière, le PMI des services irlandais s'était établi à 31,8 début 2009. Le PMI des services indique à première vue une évolution de l'activité du secteur en Irlande différente de celle du reste de l'Europe, l'indicateur étant inférieur à ses homologues de la zone euro (48,3) et britannique (47,1), reflétant l'approche plus réservée des autorités irlandaises. Les entreprises sondées pour la construction de l'indicateur rapportent la faiblesse persistante de la demande en raison des restrictions sanitaires toujours en place dans certains secteurs. Les secteurs du tourisme, des transports et des activités de loisir enregistrent à nouveau le rythme de contraction le plus sévère, alors que le secteur de l'information et de la communication renoue marginalement avec la croissance de son activité (une première depuis février). Sur une note positive, un regain de confiance apparaît chez les entreprises du secteur.

LE CHIFFRE DU MOIS

64

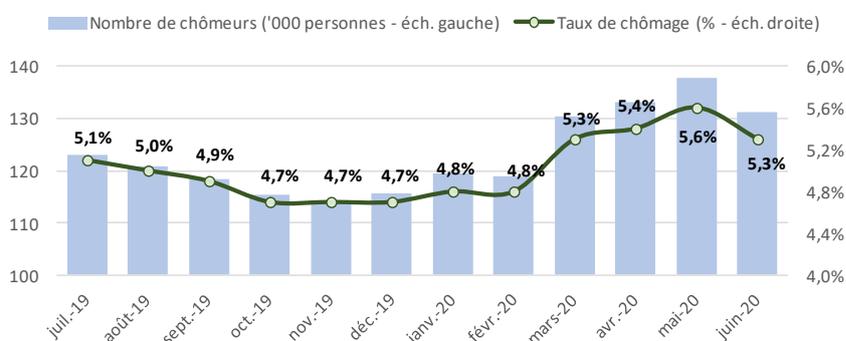
Il s'agit de la part (%) de la population totale active sur les réseaux sociaux en Irlande en 2019. L'institut européen de la statistique (Eurostat) définit la notion d'« actif » sur les réseaux sociaux comme un engagement via la création d'un profil ou la diffusion de messages sur Facebook, Twitter ou Instagram. L'Irlande se situe dans le groupe de pays dont la part de la population active sur les réseaux sociaux est supérieure à la moyenne européenne (54%). Le pays avec la part la plus élevée de la population active sur les réseaux sociaux au sein de l'Union Européenne est le Danemark, avec 81% de la population totale. A contrario, la France et l'Italie sont les pays avec la part la plus faible de la population engagée sur les réseaux sociaux, à 42% pour les deux pays.

**(voir graphique page 7)*

Chômage – Le taux de chômage en Irlande enregistre une baisse marginale (-0,3 pp) au mois de juin 2020. **Il s'établit à 5,3% corrigé des variations saisonnières (csv), contre 5,6% en mai 2020.** Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait à 131 200 en juin 2020, soit 6 600 de moins qu'en mai 2020 et 7 000 de plus qu'en juin 2019. Ce chiffre, calculé en application des normes européennes et internationales, ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la pandémie (voir chiffres du *Live Register* ci-dessous), ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par l'Organisation internationale du travail. Le CSO a cependant évalué quel serait le taux de chômage si l'on intégrait l'ensemble des bénéficiaires des allocations Covid au sein des chômeurs : **il serait alors au maximum de 22,5% pour le mois de juin 2020, contre 26,1% au mois de mai 2020.** Le taux de chômage des jeunes (mesure standard) diminue à 12,8% en juin 2020, après 13,2% en mai 2020. La mesure alternative tenant compte des bénéficiaires des indemnités Covid dépeint une situation plus inquiétante, affichant un taux maximum de chômage des jeunes de 45,4% en juin 2020.

Evolution du chômage en Irlande

En milliers de chômeurs et en % de la population active



Le nombre des inscriptions au *Live Register*, équivalent irlandais de Pôle Emploi, a enregistré une baisse entre mai et juin 2020 (-14 200, corrigé des variations saisonnières), de même que les demandes supplémentaires liées à la pandémie enregistrent une diminution : -104 231 pour le dispositif de chômage spécifique (*Pandemic Unemployment Payment* ou PUP) et - 69 634 pour le dispositif d'indemnisation du chômage partiel (*Temporary Wage Subsidy Scheme* ou TWSS). En prenant en compte les inscriptions liées au coronavirus, le nombre de demandeurs d'indemnités chômage s'établit à 1 002 470 individus, en baisse de -150 823 comparé au chiffre de mai 2020.

Au total, environ 1 million d'individus reçoivent des allocations via un des trois programmes gouvernementaux. Au 1er juillet, 64 400 entreprises sont bénéficiaires du TWSS, soit environ 405 000 employés. 30,5M€ ont été versés la semaine du 7/07, pour un montant cumulé de 1,8Mds€. 435 000 personnes ont reçu un paiement au titre du PUP.

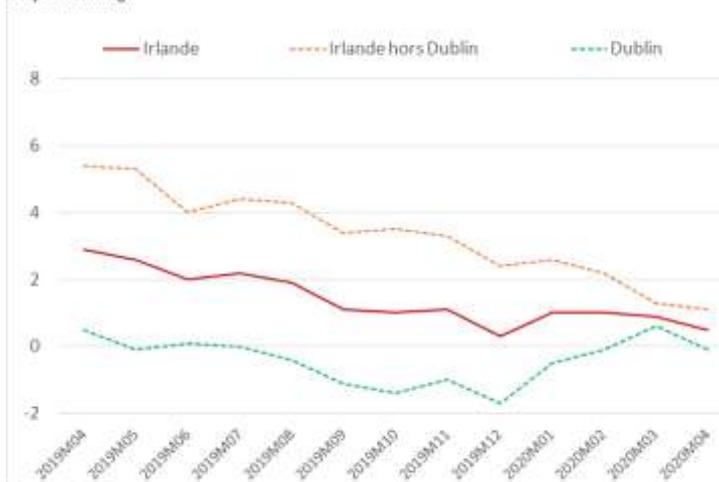
Immobilier – Selon les variations exprimées en glissement mensuel, les prix de l'immobilier à l'échelle nationale ont enregistré une baisse au mois d'avril 2020. A Dublin, les prix de l'immobilier à l'achat diminuent (-0,7 % g.m) au mois d'avril 2020, contre une augmentation le mois précédent (+0,1% g.m). Hors Dublin, les prix de l'immobilier à l'achat enregistrent une hausse après s'être stabilisé le mois précédent (+0,2% en avril 2020, contre +0,0% le mois précédent).

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement mensuel)
En pourcentage



Source: CSO

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement annuel)
En pourcentage



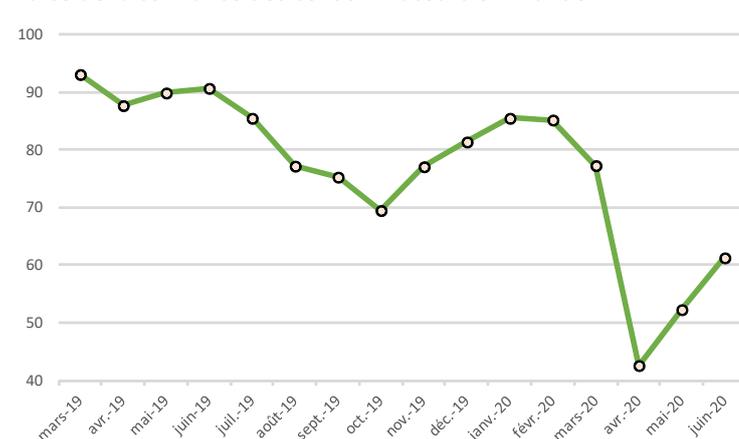
Source: CSO

Le second graphique présente les variations en glissement annuel des prix immobiliers. La croissance des prix de l'immobilier sur l'ensemble du territoire hors Dublin se maintient alors que les prix de l'immobilier à Dublin enregistrent à nouveau une baisse après avoir enregistré une hausse marginale le mois précédent. La variation des prix de l'immobilier à Dublin s'établit à -0,1% en avril 2020 contre +0,6% en mars 2020 et -0,1% en février 2020. En parallèle, la croissance des prix de l'immobilier hors Dublin s'établit à +1,1% en avril 2020 contre +1,3% le mois précédent.

Selon les derniers chiffres publiés par le CSO, la vente de logements a chuté substantiellement en avril 2020, en raison notamment des mesures de confinement de la population. Seulement 2 351 ventes de logements à des ménages ont été signalées auprès de l'autorité fiscale irlandaise (*Revenue Commissioners*) en avril, soit une baisse de -29% en glissement annuel et de presque un tiers en glissement mensuel. Cependant, certains spécialistes du marché de l'immobilier avertissent d'un décalage des chiffres ; selon John McCartney de l'agence immobilière Savills et l'économiste Austin Hughes de KBC Ireland, le réel impact des mesures de confinement pourrait être perceptible dans trois à cinq mois.

Confiance des consommateurs – La confiance des consommateurs irlandais (indice créé et mis à jour par la banque KBC et le think-tank irlandais ESRI) augmente au mois de juin 2020 après avoir entamé un rebond au mois de mai. L'indice s'établit à 61,3 en juin 2020 contre 52,3 le mois précédent, soit une hausse de 9 points. L'indice reste cependant bien en dessous du niveau atteint en février, mois pour lequel il s'établissait à 85,2. Si la confiance des consommateurs irlandais montre clairement des signes de redressement, le niveau de l'indice au mois de juin indique toujours une inquiétude persistante. L'augmentation significative de la confiance des consommateurs aux mois de mai et de juin pourrait indiquer une meilleure reprise de la consommation des ménages. Le rapport

Indice de la confiance des consommateurs en Irlande



Source: sondage ESRI/KBC

souligne la nécessité d'un plan de relance ambitieux et rapide afin de limiter les conséquences de la pandémie sur l'économie irlandaise.

Selon un sondage réalisé par la banque Ulster Bank sur 1 050 adultes en mai, 85% des personnes sondées déclarent que la crise sanitaire a modifié ce qui était important à leurs yeux. 34% d'entre eux signalent que la mise en place des restrictions les a rendu plus triste, contre 16% plus heureux et 50% indifférent. 70% déclarent être inquiets à propos de l'avenir, plus pour leur santé et celle de leurs proches que vis à vis de la situation économique. Concernant les habitudes de travail, 91% des personnes sondées estiment que les employés vont plus fréquemment faire du télétravail, mais seulement 55% de ceux pouvant mettre en place du télétravail envisagent en réalité de le faire. 39% des personnes sondées et pouvant télé-travailler estiment, en outre, que leur employeur ne les laissera pas continuer à télétravailler.

FINANCES PUBLIQUES

Exchequer – Les recettes fiscales irlandaises apparaissent plus résilientes qu'anticipé- les recettes fiscales totales cumulées sur le premier semestre 2020 enregistrent une hausse de +0,7% en glissement annuel et s'établissent à 26,8Mds€ (soit supérieures de +19,1% aux prévisions réalisées par le ministère des finances irlandais et actualisées pour tenir compte de la crise). Indiquant une baisse de l'activité économique, les recettes cumulées du premier semestre 2020 pour la TVA et les droits d'accise sont en baisse respectivement de -20,5% et -23,9% en glissement annuel. Elles restent cependant supérieures aux prévisions du ministère, respectivement de +11,5% et +2,2%. Les recettes de l'impôt sur le revenu cumulées au premier semestre 2020 enregistrent une hausse marginale de +0,5 en glissement annuel et dépassent, elles aussi, les attentes du ministère, de +9,8%.

A contrario, les recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) connaissent une hausse substantielle et confirment une dynamique à rapprocher de celle observée en 2018, année pour laquelle les recettes avaient augmenté de +26,7%. Les recettes de l'IS cumulées au premier semestre 2020 sont en hausse de +41,2% en glissement annuel et supérieures de +48,1% aux prévisions du ministère. Les recettes de l'IS collectées uniquement au mois de juin font aussi état d'une hausse (+2,6% en glissement annuel) et sont également supérieures aux prévisions ministérielles (+66,4%).

Les dépenses du gouvernement central pour le S12020 ont dépassé les plafonds inscrits dans le Budget 2020 en raison des mesures prises par le gouvernement en réaction à la crise sanitaire. Les dépenses courantes se sont établies à 35,6 Mds€, soit +18,2% au-dessus des limites budgétaires et en augmentation de +23,2% (en glissement annuel). Les dépenses du ministère de l'emploi et de la protection sociale ont notamment augmenté de +43,8%; celles de la santé ont quant à elles enregistré une hausse de +17,2%.

Plan de relance – Selon le ministre des finances irlandais, Pascal Donohoe, le plan de relance du nouveau gouvernement (qui devrait être annoncé dans le courant du mois de juillet) est conçu pour avoir un impact immédiat sur l'économie irlandaise. Il a souligné que si le gouvernement devait prendre en compte la totalité des demandes des groupes de lobby, il se retrouverait sans recettes fiscales en 2020 ("la somme totale [des demandes d'aide supplémentaire]... pourrait facilement dépasser les recettes fiscales collectées en 2020"). Ainsi, pour le ministre, un des critères principaux de décision sera la capacité des mesures prises à avoir un impact dès 2020. La priorité du gouvernement sera d'assurer un accès à la liquidité pour les PME irlandaises via notamment des programmes de prêts garantis (le ministre restant opposé à l'idée d'un programme de prêts garantis à 100%). Enfin, le ministre étudierait aussi la possibilité d'inclure des modifications de la TVA dans le plan de relance, sans préciser quelles mesures étaient envisagées.

SECTEUR FINANCIER ET ASSURANCE

Prêts hypothécaires – L'encours total des prêts accordés continue de diminuer au mois de mai 2020. Selon les données publiées par la fédération irlandaise des banques et des paiements (*Banking & Payments Federation Ireland*, BPF), le montant total des prêts hypothécaires accordés est en baisse de -61,1% en mai 2020 (en glissement annuel). L'encours total des prêts hypothécaires accordés en mai 2020 s'établit à 442M€, dont 200M€ pour des primo-accédant. L'encours total des prêts accordés aux primo-accédant en mai 2020 est en baisse de -66,6% (glissement annuel).

Liquidité des entreprises – Selon une étude récente de l'association des experts-comptables irlandais, un tiers des entreprises irlandaises serait à la recherche de liquidité supplémentaire auprès des banques, des investisseurs mais aussi du gouvernement en raison de problèmes de trésorerie. 38% des entreprises sondées ont en effet admis

rencontrer des difficultés dans la gestion de leur trésorerie et 31% d'entre elles ont déclaré s'assurer un accès à du financement supplémentaire. Ces chiffres ont ainsi poussé l'association à demander au gouvernement de revoir son plan de soutien et de redressement de l'économie afin de promouvoir un retour durable de la croissance.

Dépôts des ménages – Le montant total des dépôts des ménages irlandais auprès d'établissements bancaires a enregistré au mois de mai 2020 son taux de croissance le plus important depuis 2007, soit +9,8% (glissement annuel) ou une augmentation nette de +1,5Mds€. L'article rapporte en parallèle une hausse des dépenses des ménages (via la mesure de l'utilisation des cartes de crédit) au mois de mai 2020, hausse qui se constate dans tous les secteurs (la levée des restrictions sanitaires encourageant les ménages à consommer à nouveau). Le secteur de l'informatique enregistre une hausse de +57% des paiements par carte, le secteur du transport une augmentation de +19% et celui de l'hébergement une hausse de +27% (glissement mensuel). Les ventes en ligne augmentent quant à elles de +5% au mois de mai (glissement annuel). Enfin, l'encours total des prêts aux ménages a diminué de -310M€ au mois de mai.

Note: les taux de croissance paraissent élevés mais ils ne sont en réalité que le reflet du niveau extrêmement bas que la consommation a connu au mois d'avril. Les paiements par carte pour le secteur du transport et celui de l'hébergement restent respectivement inférieurs de -84% et -89% au niveau observé au mois d'avril 2019 (glissement annuel).

ENTREPRISES

Impact de la pandémie – Selon le dernier sondage réalisé par le CSO (homologue irlandais de l'INSEE) évaluant l'impact de la pandémie sur les entreprises irlandaises, 89,4% des entreprises sondées (soit presque 9 sur 10) ont déclaré avoir une forme d'activité commerciale au 31 mai (contre 76% lors de l'avant dernière étude). Le CSO souligne cependant que qu'une partie des entreprises ne sont en réalité que partiellement ouvertes. 26,3% des entreprises sondées indiquent avoir repris une activité commerciale au mois de mai ; 30,9% d'entre elles signalent une hausse de leur chiffre d'affaire depuis l'assouplissement des restrictions le 18 mai. 74,2% des entreprises sondées ont indiqué avoir mis en place des mesures dans leurs bureaux afin de permettre le respect des règles de distanciation sociale ; 37,8% ont même décidé d'imposer un nombre maximal d'employés présents concomitamment dans leurs locaux.

Le sondage se fonde sur une série de questions posée à 3 000 entreprises dont les réponses ont été collectées entre le 3 et le 17 juin. Il s'agit du 3ème sondage de ce type réalisé par le CSO.

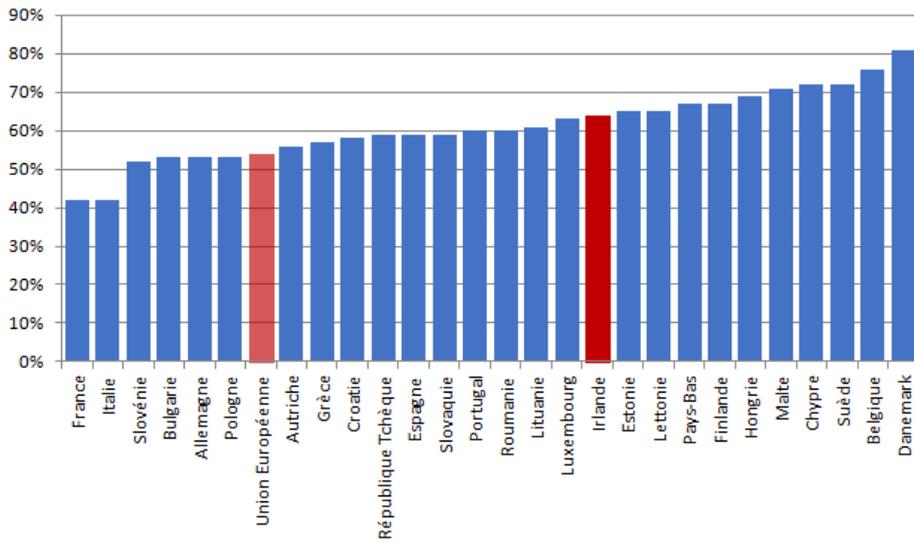
Télétravail – Un sondage publié par l'institut irlandais des directeurs (*Institute of Directors in Ireland – IoD*) révèle que seulement 12% des chefs d'entreprise sondés envisagent un retour de la totalité de leurs employés dans leurs bureaux. Cependant, seulement 5% d'entre eux estiment possible le télétravail pour l'ensemble de leur main d'œuvre. Selon le sondage composé des réponses de plus de 3 000 individus, 31% des chefs d'entreprise ont entamé des procédures ou réfléchissent à réduire l'espace occupé par leurs bureaux. Enfin, 75% des chefs d'entreprise sondés considèrent la planification de la réouverture de l'économie par le gouvernement comme appropriée ; 71% prévoient une récession imminente mais qui devrait être « limitée dans le temps ».

Secteur de la restauration – Alors que les restaurants ont pu rouvrir le 29 juin après 3 mois de fermeture en Irlande, l'association des restaurateurs irlandais négocierait actuellement la mise en place d'un paquet de mesures de soutien à hauteur de 1,8Mds€ sur un an. Selon un rapport rédigé par l'économiste Jim Power pour l'association, 50% des restaurants pourraient faire faillite et le secteur mettrait environ deux ans pour revenir à son niveau d'activité pré-crise. Parmi les mesures espérées figurent une extension du dispositif de chômage partiel sous forme d'aide au paiement des salaires (*Temporary Wage Subsidy Scheme* ou TWSS) censé se clôturer en août, une baisse de la TVA pour le secteur à 0% jusqu'à la fin 2021 à minima, l'introduction d'un plan d'aide couvrant entre 25 et 100% des frais de location des restaurateurs (durée à déterminer) et un moratoire de deux ans sur les intérêts des prêts souscrits par les restaurateurs. Toujours selon ce rapport, la non mise en place de ces mesures pourrait provoquer la perte de (maximum) 100 000 emplois dans le secteur de la restauration, ce qui coûterait 2,8Mds€ à l'Etat.

*

Part de la population active sur les réseaux sociaux au sein de l'Union Européenne

% de la population totale



Source: Eurostat

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production										
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,7	170,8	175,1	179,7	194,8	262,8	271,7	297,1	324,0	339,0
<i>Croissance réelle (en %)</i>	1,8%	0,3%	0,2%	1,4%	8,6%	25,2%	3,7%	8,1%	8,2%	5,5%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5	
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	36 976	40 056	40 365	40 616	45 181	100 347	100 013	111 353	126 040	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,3%	25,9%	25,5%	24,7%	25,3%	41,0%	39,4%	40,2%	41,6%	
Compte courant										
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84	152,57
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18	89,19
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66	63,38
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-3,4%	1,5%	1,1%	4,4%	-4,2%	0,49%	10,58%	
Evolution des prix										
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%	2,8%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%	-0,9%
Population										
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700
Marché du travail										
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000	2 326 900
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%	-3,7%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%	62,1%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508	120 577
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,8%	5,0%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400	355 800
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%	16,1%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	311 000	318 000		
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	18,4%	17,1%		
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%	3,6%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 657	84 611	87 294	87 292	88 753	92 688	97 330	102 171		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-3,5%	-4,6%	3,2%	0,0%	1,7%	4,4%	5,0%	5,0%		
Consommation et investissement										
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%	
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%	
Secteur financier										
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%
Encours de crédit total- (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7	6 305,5
Gouvernement										
Dépenses publiques (en Md€)	109,2	79,7	73,7	72,6	73,1	76,0	75,4	77,5	82,2	85,7
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,8	-21,9	-14,2	-11,1	-7,1	-5,1	-1,9	-0,9	0,17	0,67
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,8%	-8,1%	-6,2%	-3,6%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	0,0%	0,7%
<i>En % des recettes publiques</i>	-97,1%	-38,0%	-23,8%	-18,0%	-10,8%	-7,2%	-2,6%	-1,2%	0,2%	0,8%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,4	203,4	201,7	200,7	201,4	206,0	203,6
<i>En % du PIB</i>	86,0%	111,1%	119,9%	119,9%	104,4%	76,7%	73,9%	67,8%	63,6%	60,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,4%	328,5%	352,9%	350,1%	308,0%	284,5%	273,1%	263,0%	250,2%	235,7%
Politique énergétique										
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :										
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	5,0%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	5,0%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	49,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	31,0%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	10,0%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	1,0%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%		

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			87,85			88,56			89,89			
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			4,51%			6,26%			4,48%			
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	99	95,3	98,6	102,7	98,1	92,1	94,2	94,4	114,4	101,2	91,3	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	113	110,9	111,1	113,8	111,9	106,9	120,2	107,9	111,8	86,9	82	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	99	96,1	98,4	98,2	91,0	85,6	88,6	86,4	116,3	105	93,5	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	48,7	48,6	48,7	50,7	49,7	49,5	51,4	51,2	45,1	36,0	39,2	51
Purchasing Managers Index - Services	55	54,6	53,1	50,6	53,7	55,9	56,9	59,9	32,5	13,9	23,4	39,7
Purchasing Managers Index - Construction	51,4	53,7	48,3	46,2	48,2	52,0	50,9	50,6	28,6	4,5	19,9	
Compte courant												
Importations de marchandises (en Md€)	8,2	7,6	7,5	7,7	7,4	7,5	7,6	8,0	6,6	5,8		
Exportations de marchandises (en Md€)	13,3	12,5	12,8	14,0	12,3	12,3	13,4	11,7	17,0	11,6		
Solde commercial (en Md€)	5,1	4,8	5,2	6,3	5,0	4,7	5,8	3,7	10,4	5,8		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			11,16			-28,44			-15,21			
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			12,7%			-32,1%			-16,9%			
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	-0,2%	0,5%	-0,2%	-0,3%	-0,1%	0,2%	-0,7%	0,6%	0,4%	-0,4%	-0,5%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,0%	0,2%	0,1%	0,3%	-0,2%	-0,6%	-0,4%	-0,3%	0,0%	0,2%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,8%	0,4%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-1,6%	0,7%	0,1%	0,1%	-0,7%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,3%	0,6%	1,1%	0,2%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,3%	-0,4%	-1,8%	-1,1%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs (milliers)	123,1	120,8	118,3	115,3	114,4	115,8	119,4	118,9	130,4	133,2	137,8	131,2
<i>Taux de chômage global</i>	5,1%	5,0%	4,9%	4,7%	4,7%	4,7%	4,8%	4,8%	5,3%	5,4%	5,6%	5,3%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	12,8%	12,4%	11,8%	11,0%	11,0%	11,3%	12,2%	12,0%	12,6%	12,5%	13,2%	12,8%
Salaires horaires moyens (var YoY, 4T roulants, en %)			4,0%			3,9%			3,2%			
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)			3,4%			5,5%			-10,3%			
Investissement (variation trimestrielle en %)			-61,8%			205,5%			-21,1%			
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	-3,2%	2,1%	2,9%	3,3%	2,0%	5,0%	5,5%	0,0%	-11,3%	-43,8%	-26,7%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	4,1%	4,0%	3,8%	3,8%	2,3%	5,1%	3,1%	0,8%	-0,2%	-24,9%	-16,2%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	-14,8%	-2,6%	2,6%	2,1%	0,3%	8,4%	7,4%	-2,0%	-30,4%	-81,1%	-51,2%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,6%	0,6%	0,2%	0,9%	0,0%	0,2%	0,9%	0,6%	0,8%	2,7%	1,3%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	1,9%	0,2%	0,5%	2,3%	-0,8%	3,0%	1,4%	-0,1%	2,6%	1,8%	1,1%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,3%	1,2%	0,6%	-0,2%	0,4%	0,1%	-0,2%	-0,9%	-3,9%	-0,4%	-0,3%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,1%	1,5%	0,5%	-0,1%	0,5%	0,1%	-0,1%	-1,0%	-3,1%	-0,1%	-0,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-1,0%	-1,0%	0,1%	-1,3%	-0,2%	-2,9%	-1,2%	-0,6%	0,9%	4,2%	-0,8%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 111,1	5 879,4	6 244,4	6 540,3	6 998,1	7 183,4	6 998,2	6 397,4	5 153,7	5 603,0	5 888,6	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,062%	-0,023%	-0,059%	-0,002%	0,046%	0,008%	0,056%	-0,087%	-0,192%	0,274%	0,140%	0,112%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Justine FELIU
Revu par : Paul DE VOS, Marion Paradisi-Coulouma

Version du 13/07/2020